



Cirque de Mafate à l'Île de la Réunion - Getty Images



+ de 25%
espèces endémiques



28% espèces
de plantes vasculaires
endémiques



176 espèces
envahissantes



+ de 3500 espèces
vivent dans les récifs
coralliens



40% du territoire
abrite des habitats naturels
indigènes, encore préservés

Île volcanique, La Réunion se caractérise par des **reliefs montagneux accidentés**, à l'origine de **microclimats** également influencés par l'orientation des côtes vis-à-vis des **alizés**. La côte occidentale, sous le vent, présente un climat plus sec. Avec une altitude de 3 070 m, le Piton des Neiges est considéré comme le point culminant de l'Océan Indien. L'île est entourée d'une ceinture de **récifs coralliens** discontinue. Ces caractéristiques en font un territoire riche d'une diversité d'habitats naturels exceptionnelle. **En deçà de 500 m d'altitude**, la majorité des forêts primaires ont disparu pour laisser place à l'**agriculture** et à l'**urbanisation** ou ont été remplacées par des forêts secondaires.

À La Réunion, plusieurs espèces d'oiseaux sont menacées. Parmi les sept espèces et trois sous-espèces endémiques, le tuit-tuit est en danger critique d'extinction, tandis que le papangue l'est à un degré moindre. Sur les 11 espèces d'oiseaux marins du littoral, six nichent sur l'île, dont deux endémiques : le pétrel noir de Bourbon, extrêmement menacé, et le pétrel de Barau, en grand danger d'extinction.

INDICATEURS DE DÉCLIN DE LA BIODIVERSITÉ

Espèces endémiques par catégories IUCN

Catégories IUCN	Nombre d'espèces endémiques	Nombre d'espèces totales	% d'espèces endémiques
Eteinte au niveau mondial	17	23	74 %
Eteint à l'état sauvage	0	0	nd
En danger critique	6	23	26 %
En danger	8	142	6 %
Vulnérable	9	75	12 %
Quasi menacé	2	32	6 %
Préoccupation mineure	11	1789	1%
Donnés insuffisantes	7	116	6 %

Indices de perte d'habitats

Tortue Luth -
Getty Images



22 % des espèces animales et **30 % des espèces végétales** recensées par la liste rouge de l'IUCN sont **en voies de disparition** (2020)

Rivière Langevin -
Getty Images

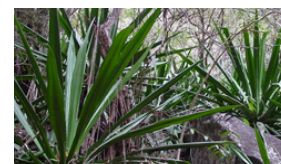


Seulement **12 % des cours d'eau** étaient **en bon état** en 2019, contre 17% en 2015.

Les espèces envahissantes

La pression exercée par les espèces exotiques envahissantes constitue la première menace sur la biodiversité de l'île.

En 2020, 7% des espèces végétales et 32% des espèces animales exotiques étaient recensées comme envahissantes. En 2019, seuls 15% des zones à enjeu de conservation étaient exempt de tout envahissement par la flore exotique.



Exemple de plantes envahissantes : Chikva Vert - Office national des forêts

QUELS SONT LES FACTEURS DE PERTE DE BIODIVERSITÉ ?



Espèces envahissantes

Les forêts humides de basse altitude et les forêts semi-sèches sont les plus menacées et les plus envahies par des espèces exotiques. Toutefois, des lacunes subsistent quant à leur impact sur les espèces locales.



Changement climatique

Le changement climatique se manifeste notamment par des épisodes de blanchissement des coraux qui surviennent de manière régulière depuis la fin des années 90. Les récifs coralliens se retrouvent recouverts de plus en plus d'algues molles et perdent en diversité.



Changement d'utilisation des terres / mers

La pression humaine croissante réduit et fragmente les habitats naturels. L'urbanisation, particulièrement sur le littoral, repousse l'agriculture vers les hauteurs et grignote progressivement les pentes. Entre 1997 et 2008, les zones urbanisées ont augmenté de 25 à 32%, y compris en mi-pente et en altitude. Les grands projets d'infrastructures, comme la voie rapide du Tamarin, accentuent ce morcellement.



Pollution

Plusieurs espèces d'oiseaux marins souffrent de la pollution lumineuse, tel que le pétrel de Barau. Les activités agricoles et industrielles sont des sources de rejets de polluants, tandis que l'urbanisation impacte la qualité de l'eau du littoral.



Surexploitation des ressources

Le braconnage peut occasionner des pressions fortes sur certains milieux naturels. À La Réunion, la surpêche menace les poissons récifaux des eaux peu profondes, mettant 36 espèces en danger.

SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

Dominance du secteur tertiaire
Chômage élevé
Compétition entre espaces urbains, agricoles et naturels
Dépendance aux énergies fossiles

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES CLÉS

Services marchands

Agriculture dominée par la canne à sucre

Tourisme

FACTEURS DIRECTS DE PERTE DE LA BIODIVERSITÉ



Surexploitation des
ressources
naturelles



Changement
climatique



Changement
d'utilisation des
terres / mers



Pollution



Espèces
exotiques
envahissantes



FACTEURS INDIRECTS DE DÉGRADATION DE LA BIODIVERSITÉ



Surexploitation
des ressources
naturelles

Surpêche

Braconnage



Changement climatique

Augmentation des températures

Inondations et cyclones

Modification et altération des
habitats naturels

Sécheresses



Changement d'utilisation
des terres / mers

Développement résidentiel et
urbain

Développement de zones
touristiques et récréatives

Disparition et morcellement des
habitats forestiers naturels



Pollution

Eaux usées du réseau
domestique

Déchets et pollution
agricoles

Pollution lumineuse



Espèces exotiques
envahissantes

Introduction volontaire
d'espèces pour
l'agriculture ou le
reboisement

Introduction involontaire
d'espèces par le transport
de biens ou de personnes

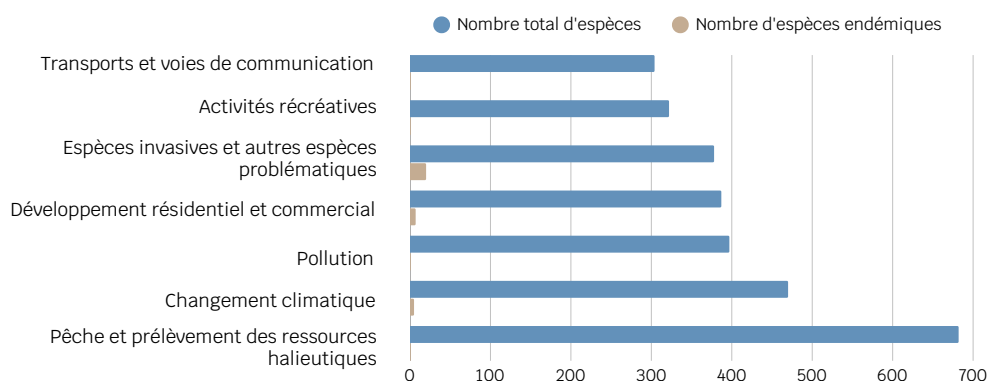
HIÉRARCHISATION DES FACTEURS DE PERTE DE LA BIODIVERSITÉ

La **surpêche** est un des principaux facteurs de perte de biodiversité à la Réunion. Les **espèces exotiques envahissantes** constituent une menace majeure pour la biodiversité à la Réunion, qui figure parmi les 10 territoires les plus envahis au monde par les espèces exotiques envahissantes. Quant au changement climatique, un de ses impacts les plus flagrants est la **perte de diversité des récifs coralliens**.



Sentier touristique, Saint-Gilles les Hauts - Getty Images

Principaux facteurs de perte de la biodiversité à la Réunion



Nombre d'espèces recensées par la Liste rouge de l'UICN impactées par le facteur

CARACTÉRISTIQUES ÉCONOMIQUES MARQUANTES



Le **secteur tertiaire** rassemble **84% des emplois** et les **services marchands** contribuent à **38,8% du PIB** (2019). Parmi ces services marchands, figurent l'économie numérique, le tourisme, les services à la personne et aux entreprises ainsi que les transports.

Les secteurs de l'**agriculture**, de la **sylviculture**, de l'**exploitation forestière** et de la **pêche** contribuaient ensemble à 1,8% du PIB et 1,2 % des emplois en 2022. La culture locale de fruits et légumes occupe une place stratégique pour assurer l'autosuffisance alimentaire de l'île, bien qu'elle ne représente qu'une part limitée de la superficie agricole. Une grande partie de la surface agricole est ainsi utilisée pour la **production de canne à sucre** (un peu moins de 30 000 ha), les prairies s'étendent sur environ 10 000 ha, les cultures fruitières et fourragères utilisent une surface inférieure à 5 000 ha et les jardins familiaux, à vocation vivrière, occupent 4 000 ha.

GRANDS ENJEUX POUR LE SECTEUR PRIVÉ EN LIEN AVEC LA BIODIVERSITÉ



Agriculture biologique

L'**agriculture biologique** est en croissance depuis deux décennies et est présente dans les secteurs de l'élevage (de poules notamment), des fruits et des légumes. Quasiment inexistante en 2005, elle occupait près de 6% de la surface agricole de l'île en 2022. Le nombre d'exploitations en agriculture biologique est passé de 107 en 2011 à 306 en 2018 puis à 506 en 2022. Les exploitations sont en moyenne plus petites (4,3 ha), avec **des chefs d'exploitation plus jeunes et mieux formés** par rapport à l'agriculture traditionnelle.



Tourisme

Le secteur du tourisme représentait 4,1% de l'emploi total en 2018. La part du tourisme dans l'économie de la Réunion est en progression. En 2019, le secteur représentait 3,3% de la **valeur ajoutée totale**. Le **secteur du tourisme est en majorité porté par une clientèle locale**, avec des dépenses principalement tournées vers la villégiature. Le secteur demeure néanmoins extrêmement **dépendant des conditions climatiques** et la grande vulnérabilité climatique du territoire constitue une menace importante.



Vers une énergie décarbonée

La Réunion a amorcé sa **transition vers une économie bas-carbone**, dans l'optique de réduire la dépendance du territoire aux énergies fossiles : ces dernières représentaient 87% de l'énergie consommée en 2020. L'électricité est produite aux deux-tiers à partir de **charbon** et de **fioul**. En matière énergétique, les grands enjeux du territoire englobent la réduction de la consommation d'énergie, l'abandon progressif des énergies fossiles, le développement des énergies renouvelables et de l'indépendance énergétique. La Programmation Pluriannuelle de l'Energie de la Réunion pour la période 2019-2028 vise à **passer à un mix quasiment 100 % renouvelable dès 2023**.

Champs de canne à sucre à la Réunion - Getty Images

LE SAVIEZ-VOUS ?

Connaissez-vous le point commun entre l'Atoll d'Aldabra aux Seychelles et les pitons, cirques et remparts du Parc national de la Réunion ? Ils figurent tous deux au Patrimoine mondial de l'UNESCO du fait de leurs paysages naturels et de leur biodiversité exceptionnels.



Pétrel de Barau - Site du Parc National de la Réunion

INITIATIVES ENGAGÉES POUR LA BIODIVERSITÉ SUR LE TERRITOIRE

Afin de prévenir les échouages d'oiseaux marins dus à la pollution lumineuse urbaine, **le Parc National de la Réunion** a lancé depuis 2009 une opération baptisée "nuits sans lumières" afin d'encourager **l'extinction des lumières des villes** pendant la période d'envol des jeunes pétrels de Barau.

LA GOUVERNANCE RELATIVE AUX ENJEUX DE BIODIVERSITÉ



Quelles approches en matière de gouvernance nationale ?

La stratégie nationale pour la biodiversité de la France découle de l'engagement du pays vis-à-vis de la **Convention sur la Diversité Biologique** (CDB). Celle-ci ainsi que la **stratégie nationale des aires protégées** constituent des références pour le développement des orientations régionales en matière de préservation de la biodiversité. Révisée régulièrement, la stratégie nationale pour la biodiversité se décline en plans sectoriels.

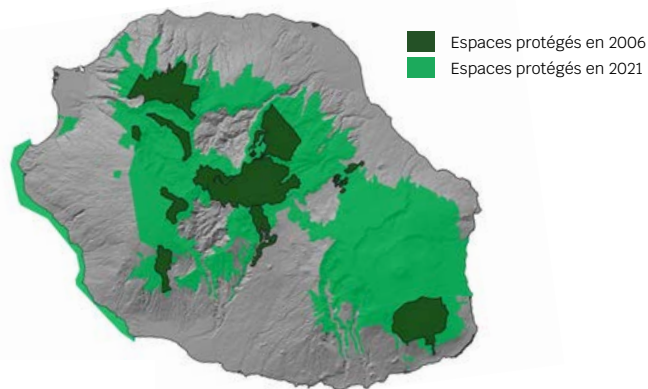
Au niveau national, **les lois Grenelle 1 et 2** (loi n°2009-967 du 3 août 2009 et loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010) s'appliquent sur tout le territoire national français et encadrent la mise en œuvre de 268 engagements de l'Etat en matière d'environnement. L'article 23 de la loi Grenelle 1 cadre les stratégies locales pour la biodiversité. La loi littoral délimite et encadre l'urbanisation et l'usage du littoral ainsi que la préservation des milieux littoraux. La loi sur l'eau, la loi montagne et la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, sont également des lois-cadres d'importance pour la protection des écosystèmes.



Un territoire déjà largement protégé

En 2021, la Réunion comptait **44% de sa surface terrestre en territoire protégé** et **80% des récifs coralliens proches des côtes étaient classés réserve naturelle nationale marine**. Ces chiffres sont à mettre en perspective avec l'objectif affiché par la stratégie nationale pour les aires protégées à l'horizon 2030 qui est d'atteindre 30 % des écosystèmes marins et terrestres classés en aires protégées, faisant écho à l'objectif 30x30 au niveau international.

Les espaces naturels terrestres sont déjà largement protégés à La Réunion, même si des efforts restent à fournir, notamment pour la biodiversité marine.



Source: DEAL Iord IGN

Carte des espaces protégés sur l'île de la Réunion



Quelles actions et engagements au niveau international ?

La Réunion est signataire de plusieurs conventions internationales via l'État français, dont la CDB entrée en vigueur en 1992 lors du sommet de la Terre. La CDB a comme objectifs la conservation de la biodiversité, l'utilisation durable des ressources, et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources. Lors de la COP15, les Parties se sont engagées à protéger 30% de la planète d'ici 2030. La **Convention internationale sur le commerce d'espèces menacées** dont la France est partie prenante, encadre les importations, exportations et introductions des espèces menacées ainsi que des produits qui en sont issus, afin de préserver la biodiversité. Au niveau régional, la Réunion fait partie des territoires concernés par la **Convention de Nairobi** pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et côtier de la région de l'Océan Indien occidental. La Convention de Nairobi est un cadre de coopération multilatérale qui vise à mettre en œuvre des mesures de préservation des processus écologiques et des habitats et écosystèmes marins et côtiers dans la zone de l'océan Indien occidental.



Quelles approches en matière de gouvernance régionale ?

La Réunion dispose d'une stratégie régionale pour la biodiversité, qui témoigne de son engagement pour agir au niveau territorial. La **stratégie réunionnaise pour la biodiversité 2013-2020** met notamment l'accent sur le renforcement des connaissances en matière de biodiversité, sur l'intégration de la biodiversité dans les politiques publiques et les projets, ainsi que sur la protection de la biodiversité remarquable. Elle vise également à faire émerger une culture commune de la biodiversité partagée par les différents acteurs. Plusieurs plans d'actions et stratégies existent par ailleurs à la Réunion et apportent leur contribution à la préservation de la biodiversité : le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, les plans nationaux d'action en faveur des espèces endémiques menacées, le schéma d'aménagement régional ou encore la stratégie et les plans opérationnels de lutte contre les espèces invasives.



Grand Anse - Marta Morin-Kasprzyk, ACK International

POUR ALLER PLUS LOIN

Ressources :

- Bocquet et al. (2016) *Profil d'écosystème Océan Indien - La Réunion*, Best IUCN France
- DEAL Réunion (2017) *La biodiversité à la Réunion à travers 20 indicateurs*
- Baktavatsalou, R., (2021) *Malgré les efforts de protection, la biodiversité est de plus en plus menacée*, dans INSEE Analyse La Réunion n°64, octobre 2021



Scannez ce QR code pour découvrir l'ensemble des études réalisées sur l'état des lieux de la biodiversité dans le Sud-Ouest de l'océan Indien

flipbook.capbusiness.io/biodiversite/

CONTACTS

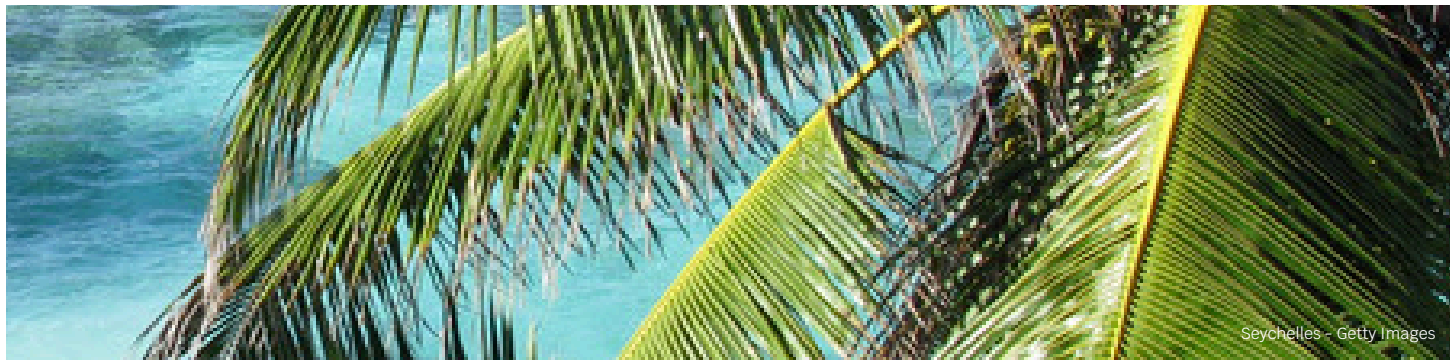
Fiche conçue et réalisée dans le cadre du projet "Business for Biodiversity" porté par Cap Business Océan Indien dans le cadre du Programme Varuna Biodiversité

Rédaction et conception : Julie Louvel, Marta Morin-Kasprzyk et Aude Mathieu (ACK International)

Pour plus d'informations, contactez biodiversite@capbusiness.io

RESSOURCES

... Pour aller plus loin



RÉFÉRENCES RÉGIONALES

Biodiversité

- CEPF, Groupement Conservation International – BIOTOPE – Missouri Botanical Garden – ASITY Madagascar ; Dec 2022 ; Hotspot de Madagascar et des Îles de l'Océan Indien, Profil d'écosystème
- Hiérarchisation des facteurs de perte de la biodiversité : <https://www.iucnredlist.org/search/stats>
- WWF Int ; 2017, Relancer l'économie de l'Océan Indien occidental
- Convention de Nairobi pour la Protection, la Gestion et la Mise en valeur du Milieu Marin et Côtier de la Région de l'Océan Indien Occidental. 11^{ème} réunion. Août 2024.
- Biodiversité endémique insulaire face aux changements globaux : état des lieux dans un contexte de conservation. Biodiversité et Ecologie. Université Paris Saclay (COmUE), 2019. Camille Leclerc.
- Liste régionale des plantes invasives des îles de la zone sud-ouest de l'Océan Indien : phase 1 du programme EPBIO OI. 2017. Cirad
- La Liste rouge des espèces menacées en France – Coraux constructeurs de récifs de La Réunion, de Mayotte et des îles Éparses. 2020. UICN, OFB, Muséum nationale d'histoire naturelle.

Données socio-économiques

- <https://donnees.banquemondiale.org/pays/> (2023)
- <https://www.banquemondiale.org/fr/country/xxx/overview>
- Base de données IDH 2023
- Rapport sur le développement humain 2020 PNUD
- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SC/indicateurs-et-conjoncture>
- <https://www.commissionoceanindien.org/nos-plateformes/economie-bleue/>
- Plan d'action régional sur l'économie bleue de la Commission de l'Océan Indien. Mars 2021. Commission de l'Océan Indien.
- Indian Ocean Factsheet. Communicating the Economic and Social Importance of Coral Reefs for Indian Ocean countries. ICRI

Engagements internationaux

- Convention sur la Diversité Biologique <https://dev-chm.cbd.int/secretariat?lg=fr>
- <https://www.ramsar.org/fr>
- <https://cites.org/eng>
- <https://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>
- <https://whc.unesco.org/fr/convention/>

RÉFÉRENCES SPÉCIFIQUES TERRITORIALES



MADAGASCAR

Biodiversité

- Résumé du tableau de bord environnemental national – TBEN. Février 2019. Office national pour l'environnement.
- BioDev2030-Politiques publiques sectorielles & pression sur la biodiversité. Rapport d'analyse transversale + Secteur(s) : Pêche crevette. 2024. Altaï consulting
- BioDev2030 Fiches Sectorielles Madagascar. WWF Madagascar. 2022. Altaï consulting.
- BioDev2030 – Analyse des moteurs d'érosion de la biodiversité à Madagascar. Rapport d'analyse détaillé des filières de l'or, du maïs et de la pêche crevette industrielle et proposition de trajectoires et plans d'action. Mars 2022. WWF Madagascar.
- BioDev2030 – Résultats du processus de dialogue et des engagements à Madagascar. 2022. WWF Madagascar
- Le capital naturel de Madagascar. WWF Madagascar, Réseau NatCap. 2023 <https://www.natcap.mg/>
- Capital naturel et développement durable de Madagascar. Mai 2016. MEP, WAVES.
- 6^{ème} rapport national biodiversité – CBD
- Liste rouge des plantes vasculaires endémique de Madagascar ; 2011. Groupe des spécialistes des plantes de Madagascar.

Données socio-économiques

- Madagascar – fiche Pays. BPI France – direction Evaluation, Etudes et Prospective. Janvier 2025
- PRERAD. L'Agriculture de Madagascar : évolution, chiffres clés et défis. Janvier 2023.

Stratégies nationales

- DECRET-2025-080-ESS-MECIE, Madagascar
- Politique de sauvegardes environnementales et sociales pour Madagascar et stratégie de Mainstreaming de cette politique. 2024.



MAURICE

Biodiversité

- National Biodiversity Strategy and Action Plan 2017-2025
- 5^{ème} rapport national pour la CBD
- <https://www.mauritian-wildlife.org/>
- <https://edbmauritius.org/fr/blue-economy>
- <https://ferney.mu/fr/blog/guide-des-oiseaux-endemiques-de-lile-maurice/>

Données socio-économiques

- Maurice – fiche Pays. BPI France – direction Evaluation, Etudes et Prospective. Novembre 2023
- PRERAD, 2020. L'Agriculture de Maurice : évolution, chiffres clés et défis
- ESA SoPACA Country Profile – Mauritius. 2020. IUCN
- Profil de la pêche par Pays – Maurice. 2015. FAO.



SEYCHELLES

Biodiversité

- 5^{ème} rapport national pour la CBD
- <https://www.capmad.com/fr/news/developpement-durable-fr/protection-des-ecosystemes-une-politique-pionniere-pour-le-carbone-bleu/>
- <https://macec.gov.sc/>
- <https://seyccat.org/#>

Données socio-économiques

- Fiches pays – Seychelles. Repères économiques. Avril 2024. MEAE – Direction de la diplomatie économique.
- PRERAD, 2020. L'Agriculture des Seychelles : évolution, chiffres clés et défis

Stratégies nationales

- Stratégie réunionnaise pour la biodiversité 2013-2020. Direction régionale de l'environnement.
- Stratégie nationale pour les aires protégées 2030.



COMORES

Biodiversité

- 6^{ème} rapport national pour la biodiversité – CBD. 2019
- Stratégie nationale et plan d'action pour la conservation de la diversité biologique. Déc. 2020. Ministère de la production et de l'environnement.
- Diversité des écosystèmes terrestres de La Grande Comores et invasion par les plantes introduites : état des lieux, régénération sur coulées de lave et comparaison avec les îles du Sud-Ouest de l'Océan Indien. Thèse. Juillet 2021. Cirad, Université de la Réunion.
- Evaluation des ressources forestières mondiales – Comores. 2020. FAO
- Changements de la couverture forestière dans l'île d'Anjouan entre 1995 et 2014. Spatial Analysis and GEomatics conference, SAGEO 2015, Nov 2015, Hammamet, Tunisie. Guy Boussougou Boussougou, Yao Télesphore Brou, Ibrahim Mohamed

Données socio-économiques

- Fiches pays – Comores. Repères économiques. Avril 2024. MEAE – Direction de la diplomatie économique.
- Status Report: Marine ecosystems, fisheries and socio-economic context of Anjouan, Comoros. Feb 2018. Blue Ventures.
- Ecosystèmes marins, pêche et contexte socio-économique d'Anjouan. Mai 2018. Dahari, Blue Ventures.
- 2030 Plan Comores Emergent



RÉUNION

Biodiversité

- La biodiversité à la Réunion à travers 20 indicateurs. 2017. DEAL Réunion
- Malgré les efforts de protection, la biodiversité est de plus en plus menacée. Octobre 202. Insee Analyses La Réunion n° 64.
- Réunion – Espèces exotiques envahissantes. 2019. Agence française pour la biodiversité.

Données socio-économiques

- PRERAD, 2020. L'Agriculture de la Réunion : évolution, chiffres clés et défis
- Rapport annuel économique. 2023. Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM).

Stratégies nationales

- Stratégie réunionnaise pour la biodiversité 2013-2020. Direction régionale de l'environnement.
- Stratégie nationale pour les aires protégées 2030.



MAYOTTE

Biodiversité

- Proposition pour une Stratégie biodiversité en vue d'un développement durable de Mayotte. 2013. UICN Comité français
- Flore menacée de l'île de Mayotte : importance patrimoniale et enjeux de conservation. Revue d'écologie, 2012, Sup11, pp.15-28. Fabien Barthelat, Guillaume Viscardi.

Données socio-économiques

- Rapport annuel économique. 2023. Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM)
- Profil d'écosystème Océan Indien Mayotte. Oct 2016. Initiative européenne BEST et consortium BEST II (financements UE).